

**Patrimoine - Réunion de donateurs
et de soutien à l'alliance
internationale pour la protection du
patrimoine dans les zones de conflit
- Discours de M. François Hollande,
président de la République
(Paris, 20 mars 2017)**

Mesdames, Messieurs les Ministres,

Monsieur le Président du Louvre, Cher Jean-Luc Martinez,

Madame la Directrice générale de l'UNESCO,

Mesdames, Messieurs les Ambassadeurs,

Mesdames, Messieurs,

Je retrouve la Cour Khorsabad avec beaucoup d'émotion. Comme l'a dit le président du Louvre «nous y étions il y a deux ans». Madame Bokova était également présente et nous apprenions qu'un attentat venait de frapper le Musée du Bardo à Tunis. Une nouvelle fois des vies humaines avaient été broyées, un haut lieu de culture avait été pris pour cible et en visant un musée, ses visiteurs, les terroristes avaient voulu profaner une part de notre mémoire universelle. Mais ce n'est pas le seul lieu, ce ne sont pas les seules victimes que nous avons à déplorer. À Bamiyan, Mossoul, Palmyre, Tombouctou et ailleurs, les fanatiques ont fait du trafic, du pillage, de la destruction de l'héritage culturel le prolongement des persécutions contre les populations. Car on ne peut pas distinguer les atteintes commises à l'égard des monuments, des massacres à l'égard des personnes. C'est le même dessein, le même objectif : briser ce qui a pu exister avant pour tuer l'espoir après ; éradiquer la diversité humaine et culturelle.

Alors face à ces agressions nous avons combattu dans le cadre d'une large coalition internationale et aujourd'hui elle obtient des succès. En Irak, la ville de Mossoul est sur le point d'être reprise, l'espoir renaît, mais en même temps que les djihadistes de Daech se retirent, c'est le spectacle épouvantable des dommages et des saccages qui apparaît. Le 16 janvier, le tombeau du prophète Jonas, révérend par les Juifs, les Chrétiens et les Musulmans, était repris à Daech. Mais il avait été dynamité deux ans plus tôt. Dans le Musée de Mossoul, récemment libéré, les statues qui ne pouvaient pas être transportées ou vendues ont été mises à sac à coup de pioche, de marteau piqueur ou d'explosifs. Et ce qui était autrefois un joyau de l'humanité n'est plus qu'une carcasse vide et fumante.

En Syrie, le 27 janvier dernier, le monde apprenait que le Tétrapyle de Palmyre avait été réduit en poussière, ajoutant son nom à la litanie désespérante des sites déjà détruits. À Alep, le souk inscrit au patrimoine mondial a été éventré par les barils d'explosifs du régime. Pas simplement parce qu'il aurait été le théâtre d'opérations - ce qui aurait déjà été condamnable - mais parce qu'il était l'âme de cette ville ancestrale. On dit que les ruines du temps serrent le coeur. Celles provoquées par la barbarie révoltent l'esprit. Depuis deux ans, nous oeuvrons donc sans relâche pour unifier les efforts de la communauté internationale, mais aussi pour la mobiliser, parce qu'il s'agit des trésors de notre patrimoine commun que nous devons protéger.

Je veux une fois encore exprimer ma reconnaissance au prince héritier des Émirats arabes unis Cheikh Mohammed Bin Zayed pour le partenariat que nous avons été capables de conclure, partenariat déjà scellé et incarné par le Louvre Abou Dhabi qui était déjà une première illustration de notre volonté commune de lutter pour les lumières et contre l'obscurantisme.

Je salue également Irina Bokova pour son engagement sans faille. Ensemble nous étions à Tombouctou en 2013, à l'UNESCO quelques jours après les attaques terroristes du 13 novembre 2015 à Paris. Ensemble encore à New York l'année dernière et Abou Dhabi quelques mois plus tard.

L'UNESCO c'est la conscience de l'humanité et elle trouvera toujours la France à ses côtés pour l'aider dans sa mission. Voilà pourquoi je vous remettrai l'instrument d'adhésion au second protocole de la Convention de La Haye sur la protection du patrimoine dans les conflits armés, et la France sera avec le Royaume-Uni le premier membre permanent du conseil de sécurité à le faire. Et je souhaite que nous soyons suivis par d'autres.

Notre conférence d'aujourd'hui vient clore un cycle de mobilisation. En janvier dernier nous avons, grâce à Jack Lang et à Mohamed Al Moubarak, nous avons ouvert la conférence d'Abou Dhabi et ce fut un grand succès. Le 3 mars la France et les Émirats ont déposé ensemble à Genève les statuts de l'Alliance internationale pour la protection du patrimoine dans les zones de conflit, appelée ALIPH, comme la première lettre de l'alphabet, comme le commencement d'un mot et d'une action. En France nous aimons beaucoup les acronymes qui ne veulent rien dire mais celui-là a une signification très précise. Le siège de ce fonds sera à Genève et je remercie - c'était une proposition et de Mohamed Al Moubarak et de Jack Lang - je remercie les autorités suisses et genevoises pour leur appui et leur soutien. Que les choses soient claires, nous ne créons pas une Croix-Rouge internationale du patrimoine, mais certains principes - qui sont au coeur du droit humanitaire - nous inspirent pour mettre à l'abri les oeuvres menacées.

L'Alliance doit beaucoup à Jack Lang et à Mohamed Al Moubarak. Vous avez fait en sorte de représenter la France et les Émirats arabes unis dans un conseil de fondation de 14 membres qui obéira aux critères les plus exigeants de transparence et de responsabilité. L'UNESCO rejoindra au printemps ce conseil après que ses instances en aient validé le principe.

Quelle est aujourd'hui notre responsabilité ? Que faisons-nous à travers cette conférence ? Le premier enjeu, je vous le dis tout net, c'est de réunir des fonds. Nous avons fixé un objectif de collecte à 100 millions de dollars sur une période d'engagement qui ira jusqu'à 2019 ; c'est un

objectif ambitieux mais atteignable. Comme elle l'avait promis la France contribuera à hauteur de 30 millions de dollars ; c'est un engagement irréversible, durable. Dans ce sillage, j'appelle chacun d'entre vous à participé aujourd'hui ou dans les tout prochains mois à cet effort. Pour l'heure, celles et ceux qui sont rassemblés ici, vous formez une avant-garde. Les nouvelles pages s'écrivent toujours à quelques-uns, mais je suis sûr que nous ferons d'ALIPH une organisation incontournable, une alliance qui s'imposera par l'originalité de sa gouvernance.

Le deuxième enjeu, c'est de mobiliser les donateurs privés et les personnalités qualifiées. Car nous voulons que soient associés à notre projet la générosité du mécénat et l'apport scientifique des universitaires. En France nous avons favorisé fiscalement le mécénat et nous l'avons ouvert aux actions de sauvegarde du patrimoine culturel d'intérêt mondial. Je souhaite que ce dispositif puisse inciter les fondations d'entreprises et les particuliers à donner à la cause qui est aujourd'hui la nôtre. Pour les sensibiliser, l'Alliance devra être incarnée par une figure unanimement respectée. Thomas Kaplan vous êtes un ami de la France et des Émirats, vous formez avec votre épouse un couple de philanthropes exceptionnels, et votre collection «Leiden», prêtée en ce moment même au Louvre, contribue à l'immense succès de l'exposition sur le siècle d'or hollandais. Au nom de la France et des Émirats je vous remercie pour le rôle que vous avez accepté de jouer.

À vos côtés travailleront des personnalités mondialement reconnues pour leurs compétences. Richard Kurin, doyen de la Smithsonian, Markus Hilgert, qui dirige le Musée Pergamon de Berlin, Mariet Westermann de la grande fondation Mellon. Avec Jean-Luc Martinez au sein du conseil scientifique, ils s'assureront que les projets présentés au conseil d'administration répondront aux standards les plus exigeants. Le troisième enjeu c'est d'engager des initiatives concrètes. L'urgence c'est d'abord l'Irak. Il faudra faire un inventaire précis des dommages qui ont été occasionnés aux monuments, aux musées et aux bibliothèques. Mais il y a d'autres situations d'urgence : le Mali, l'Afghanistan, le Yémen et la Syrie.

L'Alliance devra établir des priorités ; qu'il s'agisse d'évaluation des destructions, de formation des personnels, de recensement et d'archivage, de numérisation. Et l'Alliance devra également contribuer à la lutte contre les trafics en constituant une base de données.

Nous apporterons aussi notre concours à la constitution d'un réseau international de refuges dont nous avons accepté le principe lors de la conférence d'Abou Dhabi. Nous travaillerons avec les États qui le souhaiteront, nous les accompagnerons financièrement et nous ferons en sorte que les principes de souveraineté soient toujours respectés.

La France veut appuyer entièrement l'initiative de ce fonds qui a à la fois un rôle de financement, mais également de protection et de sauvegarde. Je souhaite qu'une convention de partenariat privilégié puisse être rapidement signée avec l'UNESCO, des premiers contacts aussi solides ont été noués avec le WORD MONUMENT FUND, car il s'agit d'une action mondiale.

Comme le disait le président Martinez, nous avons eu l'idée, l'idée il y a deux ans, de protéger les biens du monde entier qui pouvaient être menacés. J'avais également souhaité qu'un rapport puisse être présenté au G7, ce qui fut fait et le président Martinez a été entendu, c'était au Japon, par l'ensemble des acteurs du G7 pour qu'ils soient tous sensibilisés. Mais ça n'aurait

pas suffi. Nous avons l'objectif d'associer l'ensemble de la communauté internationale et aujourd'hui elle est rassemblée à travers vous ; c'était important qu'elle puisse se manifester dans les heures que nous vivons. Alors que le repli sur soi, l'isolationnisme gagne du terrain, notre conférence peut apparaître comme un motif d'espoir parce qu'elle trace de nouvelles formes d'action internationale, singulière dans leurs modalités mais guidées par un impératif d'efficacité et de souplesse.

Dans quelques jours le conseil de sécurité devra à son tour prendre ses responsabilités. Pour la première fois une résolution cadre sur la protection du patrimoine de l'humanité sera présentée par la France et par l'Italie et fixera des principes et des règles. Et devant vous j'appelle la communauté internationale à adopté unanimement ce texte.

Comme je l'ai dit, nous sommes ici dans la Cour Khorsabad, et elle abrite la stèle Hammourabi sur laquelle est gravée un des premiers codes juridiques jamais rédigé dans le monde. C'est un trésor cunéiforme qui remonte si loin dans le temps et qui nous rappelle ce qu'est le propre de l'homme, l'écriture et le langage, la raison et le droit. Ce trésor également nous confirme que le Moyen-Orient est une aire de civilisation multimillénaire que nous ne pouvons pas abandonner à l'abomination du terrorisme. Il nous rappelle enfin que la modernité ne peut pas se fonder sur l'oubli, qu'il y a toujours une histoire, une longue histoire qui nous permet d'avancer et qu'on ne peut jamais inventer l'avenir si on n'a pas conscience du passé.

En Mésopotamie, il était d'usage que chaque ville nouvellement construite abrite une inscription qui rappelait justement ce qu'avait justifié sa fondation. La nôtre porte la lettre A comme l'Alliance que nous venons de constituer. Et bien cette inscription est pour nous plus qu'un rappel de notre engagement, c'est une obligation pour protéger notre passé et définir notre avenir. Merci d'y avoir tous contribué./.

(Source : site Internet de la présidence de la République)